

Source; RT Economie **Bastien Gouly**

«La zone euro est un échec», constate un économiste de la banque Natixis

6 Sep 2018 | 6 sept. 2018



Image d'illustration. Kai Pfaffenbach / Reuters

Sur les réseaux sociaux, plusieurs internautes ont diffusé un rapport de cinq pages, écrit par un économiste d'une banque internationale, Natixis. Dans son diagnostic, Patrick Artus pointe plusieurs défaillances de la zone euro.

L'euro est-il un frein économique pour les pays de l'Union européenne ? Dans un *flash économie* livré le 5 septembre pour Natixis (banque internationale de financement, d'investissement, de gestion d'actifs, d'assurance et de services financiers du Groupe BPCE), un économiste assure que «pour l'instant, la zone euro est un échec». En cinq pages, Patrick Artus épingle ainsi plusieurs défauts. Parmi ceux-ci, il remarque que :

- «La mobilité des capitaux entre les pays de la zone euro a disparu depuis la crise de la zone euro de 2010-2013»
- «Les échanges commerciaux entre les pays de la zone euro n'ont pas profité autant que ce qu'on pourrait attendre de l'intégration monétaire et économique»
- «Les entreprises européennes des nouvelles technologies n'ont pas profité de la présence du marché unique pour se développer»

A travers plusieurs graphiques, il note que «l'unification monétaire n'apporte donc plus dans la zone euro la capacité à déplacer l'épargne pour financer les investissements les plus efficaces». Il est certain que les excédents extérieurs (différence entre les exportations et les importations d'un pays) de l'Allemagne et des Pays-Bas ont pour conséquence de provoquer des déficits extérieurs dans la zone euro.

L'Allemagne, par exemple, importe davantage hors zone euro alors que la France, son deuxième partenaire par ses importations, a un large déficit vis-à-vis de l'Allemagne. Par voie de conséquence, l'Allemagne est souvent critiquée pour, justement, ne pas suffisamment importer des produits provenant de la zone euro. L'Allemagne est ainsi régulièrement accusée de ne pas faire profiter les autres pays européens de sa domination économique dans l'eurozone.

Or, il est certain que cet excédent extérieur, dans la mesure où les solidarités économiques internes de l'eurozone sont défaillantes, peut être problématique. Par exemple, l'excédent commercial a poussé certains pays de l'UE, ceux dont les déficits extérieurs ont explosé, à la dévaluation interne pour équilibrer leur

balance commerciale, dans la mesure où le taux de change est fixe et que la rigidité de l'euro ne permet pas de modifier celui-ci.

Cette dévaluation s'est concrétisée par une baisse des salaires (comme en Espagne après la crise de 2008) afin de rendre les entreprises de ces pays plus compétitives. Sauf que la baisse des salaires entraîne également une contraction de la demande intérieure.

«Les pays périphériques de la zone euro [Portugal, Espagne, Grèce ou Italie], en particulier, ont dû faire disparaître leur déficit extérieur en comprimant leur demande intérieure», observe ainsi Patrick Artus.

Cela peut aboutir à une conséquence directe néfaste : la réduction des investissements des ménages et des entreprises au sein de ces pays.

En outre, Patrick Artus considère que les excédents commerciaux allemands et néerlandais ont une autre conséquence, celui de provoquer un «excédent extérieur global de la zone euro». L'une des conséquences directes de cette réalité : l'excédent extérieur peut avoir un effet aussi sur l'euro qui se voit apprécié par rapport aux autres monnaies. Or, des pays de l'eurozone, comme la France, du fait de la spécificité de leurs entreprises, ne bénéficient pas d'un euro fort pour ses exportations, contrairement à l'Allemagne.

En conclusion, Patrick Artus est catégorique quant aux trois buts – mentionnés plus haut – poursuivis par l'Union économique et monétaire de la zone euro : «Aucun de ces trois objectifs n'est aujourd'hui atteint dans la zone euro.»